



Rapport de l'Evaluation Rapide Multisectorielle des Besoins

Province du Haut-Uele
Territoire de Dungu
Chefferie de Wando

Groupements : Dungu, Li- Ika, Ngilima

Localités : Dungu, Li- Mayi, Kakalika, Li-Nakofo, Ngilima, Nango

Date de l'évaluation : 09 au 12/03/2019

Date du rapport : 12/03/2019

1 Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise :

Nature de la crise :	☒ Conflit armé ☒ Mouvements de population ☐ Epidémie ☐ Crise nutritionnelle		☐ Catastrophe naturelle ☐ Crises électorales ☐ Autre
Date du début de la crise :	Janvier 2019	Date de confirmation de l'alerte :	26/02/2019
Code Eh-Tools	2663		
Si conflit :			
Description du conflit	Les exactions des LRA, Mbororo, les HUDA et autres personnes armées non identifiées contre la population civile dans le Territoire de Dungu, en province du Haut-Uélé, connaissent une résurgence depuis le mois de Janvier 2019. Près de 1 036 ménages des villages (Nangilima, Nambia, Nambiangi, Nangunga, Nango, Matapa, Awe, Matanga et Gungu) ont été contraintes au déplacement pour trouver refuge dans les localités de Li-Nakofo, Kakalika et Li-Mayi, sur l'axe Dungu-Li May-Duru (500 personnes) et dans les localités de Talu et Gongolo, sur l'axe Dungu-Ngilima-Bangadi (2000 personnes), en province du Haut-Uélé. Ces déplacements étaient consécutifs aux incursions des éléments de la LRA, des Mbororo et les HUDA. En date du 25 janvier 2019 on a signalé les attaques des éléments de la LRA contre les positions FARDC et des Observateurs militaires de la MONUSCO dans la localité de Nango (axe Dungu-Ngilima). Une autre attaque est survenue le 28 janvier 2019 contre la position FARDC non loin de Li-May En date de 1^{er} et 19 février 2019, l'axe Duru-Bitima a été attaqué. Par conséquent les populations étaient victimes des violations des droits humains (enlèvements, travaux forcés, viols, pillage des biens et marchandises, pillage des récoltes, non accès aux champs, cours d'eau, bref aux moyens des subsistances).		

	Ce contexte d'insécurité plonge la population de la zone de Dungu dans l'incertitude et la précarité. Cette vulnérabilité dans laquelle la population se trouve actuellement risque de s'amplifier suite au mode opératoire des assaillants précités...								
	Selon l'ASMT local, tous les axes principaux ; (i) Faradje – Dungu, (ii) Dungu – PK21 Niangara, (iii) Niangara – Doruma – Bangadi, (iv) Dungu – Duru, (v) Dungu – Bitima, (vi) Dungu – Ngilima) sont classés au rouges.								
Si mouvement de population, ampleur du mouvement :									
Chefferies	Groupement	Zones	Nbre Villages	Pop avant Crise		Retournés		Déplacés	
				Personne	Ménage	Pers	Ménage	Pers	Mén
Wando	Dungu	Dungu	ND			0		ND	ND
		Li- Nakofo	1	5 005	1 001	0	0	810	162
		Kakalika	1	490	133	490	133	0	0
	Li-ika	Li-Mayi	4	1 366	274	1 366	274	0	0
		Nango	2	6 900	1 380	2 500	500	1 630	326
	Ngilima	Ngilima centre	6	14 776	2 955	0	0	2 742	548
TOTAL				28 537	5 743	4 356	907	5 182	1 036
Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années									
Date	Effectifs	Provenance			Cause				
Janvier- Février et mars 2019	1 036 ménages déplacés	Kiliwa, Nakubo, Nambio, Nango, Kowa, Pagba, Bitima, Nambiangi, Li-Nakudu, Nangilima			Conflits armés dans leurs villages d'origine				
Mars 2019	Retour timide environs 907 ménages	Li-Mayi, Li-Nakofo, Nango, Kakalika,			Précarité de la situation humanitaire dans les milieux de déplacement				
Sources : Les chefs de groupements et de localités Ngilima, Li-Ika, Li-May, Kakalika, Li-Nakofo, Nango, Médecin - Directeur du CSR de Ngilima les agents de sante des PS de Li-May et de Li-Nakofo. La société Civile de Ngilima									
Dégradations subies dans la zone de départ/retour		Selon les observations directes et témoignages des populations lors des focus groups, la plupart des ménages de la zone ont perdu la quasi-totalité de leurs moyens de subsistance suite aux exactions commises par la LRA, les Mbororo, les HUDA et un autre groupe armé non autrement identifié. Des sources concordantes ont fait mention de (i) militaires tués, (ii) des incendies des cases, et des champs, (iii) de pillages de biens personnels et de récoltes, (iv) la destruction de champs par les bêtes des Mbororo et ravages des champs par des sauterelles, insectes et oiseaux migrateurs							
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil		La distance moyenne entre les zones d'accueil et celles de départ est d'environ 35 km parcourus totalement à pied.							
Lieu d'hébergement		☒ Communautés d'accueil			☒ Autres, à préciser : Maisons cédées gratuitement, les salles de classe de l'école primaire, Eglise				
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)		Compte tenu de la situation sécuritaire volatile dans la zone, il est à redouter que dans les jours qui viennent les déplacements des populations s'intensifient.							

<i>Perspectives d'évolution de l'épidémie</i>	<i>Aucune</i>

1.2 Profile humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
<i>Incursions répétitives des assaillants dans la zone</i>	<i>Aucune</i>	<i>ND</i>	<i>ND</i>	<i>ND</i>
<i>Recrudescence de l'insécurité dans les pays voisins (Soudan du Sud, RCA, Ouganda)</i>	<i>Appui aux personnes réfugiées</i>	<i>Dungu, Doruma,</i>	<i>UNHCR, PAM ADSSE, ADES, AIRD, AJCDI, AJEDEC, SAMARITAN'S PURSE,</i>	<i>Environs 16 000 Refugies</i>
<i>Sources d'information</i>		<i>Les autorités administratives locales, sanitaires et les représentants de la société civile.</i>		

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	- 3 groupes constitués de façon aléatoire de femmes - filles, hommes - garçons et leaders communautaires - Observations directes, enquêtes marchés, visites écoles, visites points d'eau, visites des ménages, et des structures sanitaires.
Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités	
<i>Carte de localisation de la zone évaluée.</i>	
Techniques de collecte utilisées	→ Les techniques suivantes ont été utilisées pour la collecte de données ont été : Entretien avec les autorités locales. • Administrateur du Territoire de Dungu • Le chef de chefferie de Wando • Le Commandant du secteur opérationnel des Uele • Le Lieutenant-colonel en poste à Ngilima centre → Entretiens avec les informateurs clés ; → Réalisation 15 focus groupes divers avec les représentants des différentes couches de la communauté ; → La revue documentaire (Rapport de production ITAPEL, Rapport SNIS de la zone de santé, correspondance relatant la situation de la chefferie de Malingindo, le rapport IPC 16^e cycle de la RDC, le Memo relatant la situation de la femme le groupement Ngilima, document relatif aux atrocités commises par la LRA produit en juin 2018 →
Composition de	Équipe ERM de l'Interorganisation.

l'équipe	1. OIM 2. Unicef 3. PAM 4. OCHA 5. Samaritan's Purse 6. ALDI 7. AJEDEC 8. Caritas Bunia 9. AJCDI Dungu
-----------------	--

3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiées (par ordre de priorité)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
Besoins de protection des populations affectées - Accès aux ressources par peur de représailles - Violence sous toutes ses formes - Nombre limité des forces de sécurité dans la zone, - Divergence dans la définition et la perception de la crise	- Plaidoyer auprès des autorités compétentes pour la sécurisation de la zone - Redynamiser le système d'alerte précoce - Mener les activités de rapprochement entre les populations civiles et militaires	Les populations vivant dans les zones affectées (Déplacées, retournées, et communautés d'accueil)
Besoins sécurité alimentaire - Perte de récoltes - Difficultés d'accès aux champs - Réduction des repas (de 3 à 1 fois par jour) ; - Faible disponibilité des vivres au sein des ménages déplacés, retournés et familles d'accueils ; - Revenus insuffisants chez les déplacés et retournés et familles d'accueil - Ravage des cultures par les bêtes Mbororo et par des sauterelles.	- Distribution directe des vivres aux populations retournées et déplacées affectées avec une grande couverture de la zone, en attendant les récoltes - Appuyer les ménages déplacés et retournés en intrants agricoles,	Les ménages déplacés, retournés et familles d'accueil.
	-	
Besoins Santé - Revenus mensuels moyen de la population <20\$ insuffisants pour accéder aux soins de qualité - Un taux élevé d'incidence de Palu IRA, Parasitose - Un taux de prévalence des IST et VIH croissant (>6,5%) - Insuffisance du personnel de santé qualifié	- Appuyer les structures de santé en intrants et en médicaments essentiels - Organiser une clinique mobile pour la population de l'axe Dungu-Li-Mayi et Dungu Ngilima-Duru - Organiser des séances de sensibilisations pour la prévention et la prise en charge des IST et VIH - Renforcer les structures de santé en capacité d'accueil et en personnel	Les habitants de l'aire de santé de Ngilima et de Li-Mayi, Nango, Kakalika, Li-Nakofo
Besoins Eau, hygiène et assainissement : Eau : - Faible couverture en eau potable,	Eau : - Aménagement et/ou réhabilitation des points d'eau.	Toute la population de la zone d'intervention

a moins de 25 % - Augmentation de la pression a plus de 30% sur les infrastructures en eau existante Assainissement et hygiène : - Insuffisance de de latrines familiales hygiéniques dans la communauté/les familles d'accueil ; (10%) - Latrines insuffisantes et/ou inexistantes dans les écoles et centre de santé ; - Manque des dispositifs de lavage des mains - Le délabrement quasi-total et insuffisance des ouvrages en eau	- Redynamisation des comités de gestion des points d'eau Assainissement et hygiène : - Construction de latrines publiques d'urgences et familiales d'urgences ; - La promotion de latrines familiales dans les communautés - Réhabilitation/construction des latrines publiques aux CS et écoles ; - Organisation des séances de promotion à l'hygiène.	
Besoins Education : - Près de 100% d'enfants déplacés en âge scolaires sont en dehors du système scolaire - Infrastructures scolaires quasi- inexistant dans la plupart des localités concernées ; - Pas des fournitures scolaires, matériels didactiques et mobiliers scolaires en milieux scolaires ; - Difficultés pour les parents de payer les frais scolaires pour les enfants déplacés, les retournés et familles d'acceuil.	- Construire de nouvelles salles de classes dans les écoles de la zone ciblée. Appuyer les écoles de la zone avec les fournitures scolaires et un paquet minimum - Prise en charge des frais scolaires pour les enfants déplacés et de familles d'accueil vulnérables - Faciliter le système d'intégration des enfants hors système scolaire.	Enfants en âge scolaire (6 à 11 ans)
Besoins abri et AME : - Les familles déplacées vivent en famille d'accueil, - Les familles retournées et déplacées ont des scores abris et AME - Insuffisance des AME dans les ménages des populations retournés et familles d'acceuil - Les familles d'accueil éprouvent des difficultés à accéder aux matériaux de construction (paille et certains types de bois préférés) à cause de l'insécurité. La paille se fait rares à cause des pratiques agro pastorales de la zone qui recoure au brulis en saison sèche.	- Distribuer des AME (casseroles, bidons, outils aratoires) aux déplacés, retournés, et aux familles d'accueil vulnérables - Distribuer des bâches aux déplacés sur tous les axes Dungu Ngilima et Dungu-Li-Mayi	Ménages Retournés et Surtout déplacées et familles d'accueil
Besoins logistiques (transport et stockage) : - L'axe Dungu-Ngilima nécessite une réhabilitation à l'approche de la saison pluvieuse	- Mettre en place les travaux d'aménagement des routes par le Cash et/ou Food for Work ou à travers l'approche HIMO	

4 Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	En cas d'assistance, il est important d'examiner les risques d'exposition des bénéficiaires aux exactions des LRA, HUDA et Mbororo ainsi que les FARDC pour éviter des incidents de protection.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Tension entre les populations locales, les réfugiées et des éleveurs Mbororo sur l'utilisation des ressources
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	L'approche « Une distribution Cash » est non adaptée car il y a risque d'accentuer la flambée des prix sur les marchés locaux mais la remontée des exactions et des pillages vis-à-vis des populations. La bonne approche serait celle de la distribution en nature qui peut avoir un effet de soulagement par rapport à l'offre.

5 Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

Type d'accès	Toutes les routes sont praticables en cette saison sèche. Mais il y a risque de dégradation pendant la saison pluvieuse. L'acheminement de l'assistance humanitaire est possible à partir de Dungu centre. Les tronçons routiers Faradje – Dungu, Dungu – Isiro sont praticable en dépit de l'insécurité sur certains axes. Les pistes d'aviation de Dungu et de Doruma sont opérationnelles permettant de faciliter la liaison entre Dungu et le reste des provinces voisines en utilisant les vols UNHAS, ASF et Monusco
---------------------	---

5.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	La présence des troupes de la Monusco et des FARDC pour la sécurisation de la zone. Certains axes nécessitent l'escorte des éléments de la Monusco pour les agences onusiennes mais une évaluation la situation sécuritaire est requise pour le ONG nationales et Internationales.
Communication téléphonique	Les réseaux de communication Orange et Vodacom sont opérationnels a Dungu Centre et Ngilima.
Stations de radio	Il existe 4 stations de radio couvrant Dungu : RTK Dungu, Radio communautaire de Dungu, Radio Dungu FM et la Radio Okapi

6 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.
Incidents de protection rapportés dans la zone	

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
- Enlèvement de civil, - Destruction des cultures/champs - Pillage des biens de la population, - Travaux forcés - Viols et violences faites aux femmes	Groupements Li-ika et Ngilima	LRA, MBORORO et HUDA	- Au moins 20 cas d'enlèvement réalisés - Plusieurs champs des autochtones sont touchés. 100% de personnes enlevées sont soumises à de travaux forcés dont la plupart sont relâchées par la suite. - L'ensemble de femmes enlevées sont victimes de violence sexuelle et il y a d'autres encore en captivité	La population vit constamment dans la peur. Les postes de contrôles des militaires FQRDC constituent des foyers d'extorsion. Les populations ont une mauvaise perception des éléments de la Monusco. Elles lient leur passage (patrouille) aux incursions des LRA.
Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté		RAS		
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.		☐ Oui, si oui, précisez _Invisible Children s'occupe de la gestion des incidents sécuritaires à travers les phonies mises en place et le Recope s'occupent des incidents de protection dans la communauté_____ Non		
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base		L'insécurité a fortement affecté les services de bases dans les localités évaluées : Restriction d'accès à leurs principales sources de revenus Cette situation rend précaire la survie des populations déplacées et retournées et familles d'accueil.		
Présence des engins explosifs		☐ Oui, si oui, précisez _____ ☒ Non, aucune présence d'engins explosifs n'a été signalée dans la zone et ses périphéries.		
Perception des humanitaires dans la zone		Les populations déplacées et retournées sont rassurées de la présence des acteurs humanitaires dans la zone. Leurs présences engendrent un apaisement face aux craintes sécuritaires du quotidien connu par les déplacés.		
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
NON	NON	-	-	-
Gaps et recommandations		Gaps : - La liquéfaction de l'autorité de l'Etat dans la zone - Disfonctionnement des structures de protection et de référencement des cas de protection dans le territoire de Dungu Recommandations : - Plaidoyer auprès des autorités politico administrative sur le plan territorial, provincial et national pour une meilleure sécurisation des populations et leurs biens - Redynamisation des structures de référencement spécialement pour -		

	- Les cas de viols et autres violences. - Pillages - Enlèvement
--	---

6.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ Non			
Classification de la zone selon le IPC	☐ 1 ☐ X 2 ☐ 3		☐ 5	
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	Quelques cas de malnutrition ont été observés dans certains villages évalués. La population de la zone évaluée vit essentiellement de l'agriculture. Par conséquent, le non accès aux champs ainsi que les pillages systématiques des produits des champs sont à la base de l'insécurité alimentaire dans la zone. Les informations collectées auprès de quelques ménages réunis en focus groups renseignent le score de consommation alimentaire très pauvre, (4,5) ce qui est inférieur à 28). La plupart des ménages présentent un score SDAM<4 - Le ravage des champs par juste en période d'épiaison de riz. Selon l'ITAPEL Dungu, environ 80 % des 32.274 ha de riz ont été ravagées pendant la saison agricole 2018 par les sauterelles et les oiseaux migrateurs. A cela s'ajoute la dévastation des champs par les bétails des Mbororo. - Ainsi, un bassin de paddy de 12 kg qui se vendait à 2.500 FC l'année est passé à 12.000 FC au début de cette année. Ce qui entraîne une hausse de plus de 100% des prix de principales denrées alimentaires			
Production agricole, élevage et pêche	La récente crise est à la base de la rareté des denrées alimentaires ainsi que la hausse de prix sur les marchés locaux. Une moyenne de 100% d'augmentation des prix des denrées alimentaire a été observée sur les marchés les 3 derniers mois. Une épizootie a décimé le petit bétail (les volailles et les caprins)			
Situation des vivres dans les marchés	Il y a 4 marchés fonctionnels dans la zone : Dungu, Li-Mayi, Li-Nakofo et Ngilima. Les habitants des villages environnants s'y rendent pour s'approvisionner en vivres et autres produits de première nécessité. La crise a eu un impact négatif sur les principales denrées alimentaires telles que le riz, le haricot, et les cossettes de manioc pendant que c'est l'aliment de base des communautés.			
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Les stratégies suivantes ont été développées par la communauté évaluée : - Consommer les aliments à moindre valeur nutritive ; - Diminuer la quantité et le nombre de repas par jour ; - Consommer de plus en plus des aliments moins préférés et moins coûteux ; - Affectations du maximum de la capacité financière pour les besoins alimentaires au détriment d'autres besoins notamment la scolarisation des enfants, les soins de santé primaires, les AME			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
- RAS	-	-	-	

Gaps et recommandations	Gaps : - Insuffisance de Vivres au niveau des ménages : les personnes déplacées, retournées et les familles d'accueil mangent difficilement une fois par jour ; - Une diversité alimentaire de plus en plus faible car l'accès aux sources d'aliment se réduit de plus en plus ; - Les semences qui devraient servir au semis sont en train d'être soit détruites, soit consommées ou pillées. - Le non accès aux champs - Dégradation des routes Dungu-Ngilima-Bangadi-Doruma et Dungu-Kiliwa avec l'arrivée de la saison pluvieuse Recommandations : - Organiser des distributions d'urgences des vivres en faveur des personnes déplacées, retournées et familles d'accueil ; - Distribuer d'intrants agricoles d'urgence pour les familles déplacées et retournées de la zone ; - Réhabiliter des axes Dungu-Ngilima-Bangadi-Doruma et Dungu-Duru afin de faciliter la desserte en biens agricoles pendant la période de pluies qui s'annonce.
--------------------------------	--

6.3 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non				
Impact de la crise sur l'abri	. La majorité des déplacés vit en familles d'accueil, d'autres habitent des paillottes leur accordées par les familles d'accueil. Une forte promiscuité est observée au sein des ménages d'accueil.				
Type de logement	<table border="0"> <tr> <td data-bbox="539 1225 767 1361"> ☒ Centre collectif (école, église, etc.) Site spontané ☐ Camp formel </td><td data-bbox="868 1225 1326 1379"> ☒ Maison propre ☐ Maison louée ☒ Maison empruntée gratuitement ☐ Pas d'information </td></tr> <tr> <td colspan="2" data-bbox="823 1386 1461 1417"> Si logement en location, indiquer le prix estimatif _____ </td></tr> </table>	☒ Centre collectif (école, église, etc.) Site spontané ☐ Camp formel	☒ Maison propre ☐ Maison louée ☒ Maison empruntée gratuitement ☐ Pas d'information	Si logement en location, indiquer le prix estimatif _____	
☒ Centre collectif (école, église, etc.) Site spontané ☐ Camp formel	☒ Maison propre ☐ Maison louée ☒ Maison empruntée gratuitement ☐ Pas d'information				
Si logement en location, indiquer le prix estimatif _____					
Accès aux articles ménagers essentiels	Les multiples déplacements et pillages ont fait perdre à la plupart des ménages les AME dans les villages qui ont subis des attaques de la LRA. Ils manquent les ustensiles de cuisine, les récipients de stockage d'eau, les literies ainsi que les couvertures. Ces personnes n'ont pas accès aux AMEs par manque de moyens financiers et l'effondrement progressif de leurs moyens de subsistance essentiellement constitués de produits agricoles				
Possibilité de prêts des articles essentiels	Les familles hôtes partagent les mêmes articles ménagers quoique insuffisants avec les ménages déplacés.				
Situation des AME dans les marchés	Les articles ménagers essentiels sont disponibles à faible quantité sur le marché de Dungu et sont rares dans les zones touchées.				
Faisabilité de l'assistance ménage	L'assistance – Cash en AME n'est pas adaptée dans la zone car il y a risque d'exposer les ménages aux exactions des groupes armés et l'incapacité des marchés locaux à absorber le cash. La foire est à déconseiller compte tenu du contexte sécuritaire. L'approche qui convient serait la distribution en nature				

Réponses données				
Réponses données	Organisation s impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS				
Gaps et recommandations	Les gaps : - Insuffisance d'articles ménagers essentiels dans les familles d'accueil et dans les ménages des déplacés. - Faible accès aux types des matériaux adapté pour la construction des abris. Pour la plupart des cas, les maisons d'habitation ont des dimensions réduites.			
	Les recommandations : - Organiser une distribution des AME en faveur des déplacés retournés et aux familles d'accueil dans la zone ; - .			

6.4 Moyens de subsistance .

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ Non
Moyens de subsistance	La principale source de revenu de cette population est l'agriculture, la cueillette et la chasse. L'élevage des petits bétails ne se pratique presque pas étant donné la perte des cheptels, décimés par l'épizootie. .
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Les populations vivant dans les zones chaudes n'ont plus de moyens de subsistance sûrs. Les et déplacés se nourrissent du peu des vivres que les familles d'accueil récoltent dans leurs champs après le pillage des vivres par les assaillants. Les ménages retournés effectuent des mouvements sporadiques dans les champs pour chercher le reste de récoltes que les assaillants n'ont pas pu apporter.
Réponses données	

	latrines. Les latrines existantes n'ont pas de dispositifs de lavage des mains. Il en est de même dans les 5 écoles de la zone visitée ; - Absence de trous à ordures pour gérer les déchets ménagers ; - Non-respect des pratiques des règles élémentaires d'hygiène.
Accès à l'eau après la crise	Globalement, ces groupements disposent de points d'eau insuffisants dont la plupart ne sont plus opérationnels. Cela est dû aux faibles capacités d'entretien et de maintenance. Les comités de gestion ne sont redevables que vis-à-vis des fonds collectés auprès de la communauté pour cette fin.

Type d'assainissement	Environs 10% des ménages ont des latrines hygiéniques dans les familles d'accueil et de s retournées.	Défécation à l'air libre : ☒ Oui ☐ Non		
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	☐ Oui ☒ Non			
Pratiques d'hygiène	Estimatif du % de ménages avec des dispositifs de lavage de mains : 0 % Type de produit utilisé : moins de 10% de ménages utilisent du savon pour les lavages des mains avant de manger.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	-	-	Pas de réponse en eau hygiène et assainissement.
Gaps et recommandations	Gap : - Insuffisance de points d'eau aménagés et/ou protégés ; - Insuffisance et/ou inexistence de latrines dans les familles d'accueil et des familles retournées ; - Faible capacité de gestion des points d'eau existants - Insuffisance de latrines et douches aux niveaux des centres de santé - Insuffisance de latrines dans les écoles - Absence de trous à ordures et de systèmes de stockage d'eau de pluie dans les structures publiques notamment aux écoles primaires Pas de dispositifs de lavage des mains dans toutes les écoles ; - Faible pratique des règles élémentaires d'hygiène par la population. Recommandation : - Réhabilitation des points d'eau dans les communautés - Redynamiser les membres de comités de gestion des points d'eau - Mener les activités de promotion de construction des latrines familiales			

6.7 Santé et nutrition

Il existe des structures de santé dans les localités visitées mais il se pose un problème de la prise en charge médicale, les coûts des soins de santé sont extrêmement cher mais aussi les membres du personnel non formés, L'approvisionnement en médicament essentiels constitue un goulot d'étranglement.

Les structures de santé sont très distantes des communautés. Les ménages le plus éloignés se situent à plus de 15km

Les pathologies les plus fréquentes sont le Paludisme, les IRA et les parasitoses.

Les structures des ZS de Doruma et de Dungu sont appuyées par les partenaires dans la prise en charge du Palu, de la Tuberculose, de la lèpre et VIH

Les deux ZS n'ont pas enregistré de cas d'épidémie de rougeole depuis bientôt deux ans.

Les structures réalisent convenablement les vaccinations des routines et toutes les populations y accèdent.

On signale le taux élevé de mortalité des enfants de moins de 5 ans par rapport aux IRA, et au paludisme

LES 5 PREMIERES CAUSES DE DECES DANS LA ZS DE DUNGU EN 2018

MALADIES	MOINS DE 5 ANS		PLUS DE 5 ANS		TOTAL	
	CAS	DECES	CAS	DECES	CAS	DECES
VIH/SIDA	18	4	1855	52	1873	56
PALUDISME	2856	42	2616	12	5472	54
IRA	1041	13	641	8	1682	21
DIARRHEE SIMPLE	196	1	793	6	989	7
GRIPPE	16	0	52	0	68	0

Gap observé :

- Difficulté d'accès aux soins pour la population des localités ciblées
- Batiment du Poste de sante Li- May en état de délabrement avancé. Une partie du toit a été emportée par les vents violents.
- Insuffisance d'équipement dans les structures de santé visitées,
- Insuffisance du personnel formé dans les structures, bien qu'a Ngilima il y a un Médecin généraliste
- Difficulté d'accès aux médicaments essentiels (Toutes les structures s'approvisionnent à la Cadimebu Ariwara située à plus des 450km

Recommandations

- Appuyer les structures de santé en intrants et en médicaments essentiels
- Organiser une clinique mobile pour la population de l'axe Dungu-Limayi et Dungu Ngilima-Duru
- Organiser des séances de sensibilisations pour la prévention et la prise en charge des IST et VIH
- Renforcer les structures de sante en capacité et en personnel

6.8 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ Non			
Impact de la crise sur l'éducation	☐ Ecoles détruites, occupées ou pillées zone de départ, combien : ☐ Ecoles détruites , occupées ou pillées zone d'arrivée, combien __0__		Y-a-t-il des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement ? ☒ Oui, Non	
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Catégorie	Total	Filles	Garçons
	Population autochtone	0	0	0
	Déplacés	208	83	125
	Retournés	951	380	571

Services d'Education dans la zone							
Ecoles	Type	Nb d'élèves	Nb enseignants	Ratio élèves/ Enseignants	Ratio élèves/ Salle de classe	Point d'eau fonctionnel <500m	Nombre d'élèves déplacés
EP Li-May	Conventionnée catholique	287	7	41	48	0	51
EPA Ngilima	Conventionnée protestante	722	12	60	72	0	113
Institut Ngilima	Conventionnée protestante	153	12	13	15	0	46
EP Nangilima	Conventionnée catholique	270	7	38	45	0	11
Total ou moyenne		Total = 1432	Total = 38	Moyenne = 152	Moyenne=180	Total = 0	Moyenne=211
Capacité d'absorption		Il n'existe aucune école dans les localités de Kakalika avec 300 ménages, Li- Nakofo 1690 ménages et Nango 490 ménages. Les enfants dont les parents sont conscients de l'utilité d'études font au minimum de 5km a pieds pour accéder aux écoles. La seule école primaire de Li-May doit recevoir les élèves déplacés retournés et autochtones avec une capacité d'accueil faible soit 6 salles de classe avec une moyenne de 60 à 80 enfants par classe. A la fin du cycle du primaire plusieurs enfants sont obligés d'arrêter car il n'existe pas d'école secondaire. C'est un petit nombre qui décide d'aller poursuivre les études secondaires a Dungu situe à 25km de la localite.					
Réponses données							
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention		Nbre/Type des bénéficiaires		Commentaires	
Aucune	Aucune	Aucune		ND			
Gaps et recommandations		Gaps : besoins importants et non couverts en éducation - Recommandations - Construire de nouvelles salles de classes dans les écoles de la zone ciblée - Appuyer les écoles de la zone avec les fournitures scolaires et un paquet minimum - Prise en charge des frais scolaires pour les enfants déplacés et de familles d'accueil vulnérables - Faciliter le système d'intégration des enfants hors système scolaire.					

7 Analyse et constats

Partant de la situation humanitaire préoccupante constatée dans le Territoire Dungu et ses environs, il ressort des aspects sectoriels importants à souligner :

- La détérioration de la situation sécuritaire et de la protection dans les axes (Dungu – Li-May-Kiliwa - Duru et Dungu – Ngilima- Bangadi – Doruma) ;
- La faible présence de l'autorité de l'Etat en rapport avec les forces de sécurité (FARDC et PNC) ;
- Le désengagement de la Monusco dans zone pourrait inciter les forces négatives à s'activer davantage et handicaper les interventions des acteurs humanitaires ;
- L'activisme de forces négatives dans la zone depuis Janvier 2019 (LRA, MBORORO, UDA et autre) ;
- Les réalisations des interventions humanitaires depuis les dix dernières années, ont connu une dégradation indescriptible dans tous les secteurs (Wash, éducation, santé, sécurité alimentaire, protection, abris/NFI, ...) ;
- L'inaccessibilité aux moyens de subsistance dû à la présence des forces négatives impacte négativement les autres secteurs ;
- Le risque d'aggravation de la précarité dans laquelle vivent déjà les populations des zones touchées.

8 Recommandations

Considérant les aspects susmentionnés, la mission inter agences recommande ce qui suit :

a. Au CLIO

- Etablir une coordination efficace et active dans les trois autres provinces sous le mandat du CLIO ;
- Mobiliser les ressources pour la réponse humanitaire dans les zones évaluées Dungu et ses environs (CERF et Fonds Humanitaires) ;
- Plaidoyer pour maintenir la force de la Monusco dans la zone ;
- Viser prioritairement les secteurs de protection, de la sécurité alimentaire, Santé et Wash pour assurer la réponse humanitaire dans le Territoire de Dungu et ses environs

b. OCHA

- Etablir les mécanismes de coordination dans les provinces de Haut et Bas Uélé pour un suivi de près de la situation humanitaire ;
- Etablir un cadre de concertation humanitaire avec les autorités provinciales des provinces concernées.

c. Autorités locales

- Consolider la sécurité, la stabilité dans des zones touchées et renforcer la présence de l'autorité de l'Etat ;
- Garantir l'accès aux acteurs humanitaires dans la zone

9 Annexes

Annexe 1 : Démographie de l'évaluation : Liste des personnes interviewées / Liste et coordonnées des ouvrages visités / Liste et coordonnées des écoles, centres de santé et marchés visités / Nb de ménages visités par catégorie de ménages

Annexes 2 :

- Liste de coordonnées GPS
- Liste des informateurs clés (à pourvoir selon le secteur)
- Différentes listes de participations aux différentes réunions d'enquêtes et échanges

Les photos de l'évaluation

Annexe Photo :



